

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 27 mars 2025

Nos réf. : SAU/NC/MI n° 25 - 157

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LACOSTE OPERATIONS

25, rue Jules Didier
10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS

Code AIOT : 0005702108

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 février 2025 dans l'établissement LACOSTE OPERATIONS implanté 25, rue Jules Didier - 10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LACOSTE OPERATIONS
- 25, rue Jules Didier - 10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS
- Code AIOT : 0005702108
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société LACOSTE OPERATIONS (anciennement DEVANLAY LACOSTE) est spécialisée dans la teinture et les apprêts sur des textiles en coton. L'établissement est un site dit « de production intégrée » qui fabrique des polos à partir de fils neufs. Les trois grandes étapes de production sont le tricotage, la teinture et la confection. Les produits textiles issus de la fabrication sont destinés au marché sous la marque LACOSTE.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 26/05/2010, article 3.1.3	Demande de rapport d'incident	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi des émissions H2S	Arrêté Préfectoral du 20/08/2024, article 2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des odeurs ont été constatées le jour de la visite d'inspection à proximité du site. Un rapport d'incident est demandé à l'exploitant.
L'exploitant a mis en œuvre un suivi ponctuel du H₂S au niveau de son bassin de neutralisation. Au vu des premiers résultats de ce suivi et de la vocation ponctuelle de la levée de doutes associée, il est proposé d'alléger le suivi en continu demandé à l'origine pour imposer une fréquence de suivi d'une analyse toutes les trois heures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi des émissions H2S

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2024, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risques toxiques
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une analyse en continu de l'hydrogène sulfuré (H ₂ S) présent dans l'air ambiant, au droit du bassin de neutralisation des effluents de ses installations. L'analyse en continu est réalisée à minima sur un point, placé de manière à être représentatif de la qualité de l'air au droit du bassin de neutralisation. Dans le cas où la concentration en H ₂ S dépasse le seuil de 10 ppm, l'exploitant en avertit l'inspection des installations classées dans les plus brefs délais et met en place des actions correctives. Cette prescription cesse de prendre effet si, pendant une année glissante complète, le suivi ne démontre aucun dépassement ponctuel du seuil de 5 ppm de H ₂ S dans l'air.

Constats :

Par courriel du 25 février 2025, l'exploitant a décrit avoir mis en place un détecteur 4 gaz mesurant l'H₂S et pouvant être programmé pour prendre automatiquement des mesures en l'absence de personnel (jusqu'à 4 jours pour une trentaine de prise de mesures).

L'exploitant fournit dans le même courriel des relevés incluant 1 à 2 mesures par jour depuis le mois de juin 2024 (hors période de fermeture de l'usine au mois d'août et un arrêt de deux semaines du suivi au mois d'octobre) jusqu'à mi-novembre 2024. Durant cette période, aucune valeur supérieure à 5 ppm n'est enregistrée.

L'exploitant sollicite la reconnaissance de la suffisance de ce dispositif au vu des coûts qu'engendrerait une analyse en continu, pour laquelle l'intervention d'une entreprise extérieure serait nécessaire.

Observations :

Au vu des faibles concentrations enregistrées et du caractère ponctuel de la levée de doute qui était introduite dans la présente prescription (valable pendant 1 an, de manière reconductible en fonction des résultats), il est proposé à Monsieur le préfet de l'Aube de donner une suite favorable à la demande de l'exploitant en modifiant la présente prescription et en lui imposant d'enregistrer des données avec un pas de temps de trois heures.

Dans la mesure où l'accès aux données enregistrées ne se fera que de manière différée, il est par ailleurs proposé d'encadrer l'exploitant de façon à lui imposer de procéder au relevé des données à minima quotidiennement durant les 15 jours suivant l'atteinte du seuil de 5 ppm, correspondant à la Valeur Limite d'Exposition Professionnelle pour une durée de 8h (VLEP 8h) selon la fiche toxicologique de l'INERIS en date de février 2024. Pour rappel, la valeur limite court terme (VLEP CT) est fixée à 10 ppm selon la dite fiche.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2010, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement...). Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance, à l'exception des procédés de traitement anaérobie, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues, susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.
Constats : Le jour de la visite d'inspection, en fin d'après-midi, de fortes odeurs nauséabondes sont constatées à proximité des installations, au niveau de la rue des Gayettes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de fournir un rapport d'incident sur l'origine de ces odeurs dans un délai de 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de rapport d'incident à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours